



ARRETE MUNICIPAL

Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de Terres-de-Caux

NOUS, élus de Terres-de-Caux,

VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,

VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,

VU le Code de la voirie routière,

VU l'article 610-5 du code pénal,

CONSIDERANT la demande présentée par l'**entreprise CNB-Concept sise 841 rue Bernard Thélou – Fauville en Caux – 76640 TERRES-DE-CAUX** sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public afin de **stationner 2 camions**, du mardi 18 août au vendredi 21 août 2026.

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'entreprise CNB Concept est autorisée à stationner 2 camions, **sis 29 rue de l'Ancienne Eglise à Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX** dépendant du domaine public communal **du mardi 18 août au vendredi 21 août 2026, de 8h00 à 18h00.**

ARTICLE 2 : Deux places situées devant le n°29 rue de l'Ancienne Eglise à Fauville en Caux seront donc réservées pour l'entreprise CNB-Concept afin de stationner 2 camions. Ces derniers ne devront pas bloquer la circulation dans la rue ou empêcher les riverains de sortir de chez eux.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées. Il s'engage également à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Les panneaux de signalisation seront mis en place sous la responsabilité de l'entreprise. Les véhicules en infraction seront susceptibles d'être enlevés pour une mise en fourrière, aux frais du propriétaire.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 7 : Messieurs les élus, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 10 août 2026.

Pascal HUBY

Elu en charge de la sécurité à Terres-de-Caux.

7, avec Fauville au coeur

Auzouville-Auberbosc
Bennetot
Bermerville
Fauville-en-Caux
Ricerville
St-Pierre-Lavis
Ste-Marguerite-sur-Fauville

